

PROPOSITIONS PRINCIPALES QUE J'AI SOUTENUES PARTIELLEMENT
Lors des débats du 10 Juin 2012 autour de
"PSYCHANALYSE ET POLITIQUE »

Par Jc Fauvin

La contradiction argumentée sera la bienvenue. Se mettre d'accord sur le différen(dt) est faire œuvre de civilisation, se fasciner sur la destruction de tout accord travaille pour la mort.

I - La politique néo-libérale part de l'idée d'intervention nécessaire de l'état pour créer les conditions du libéralisme. Elle provoque des changements dans la subjectivité de ceux qui nous consultent, en s'appuyant sur la science moderne, dont la psychologie. Mais sur un plan politique, elle nous confronte actuellement à la question des moyens d'existence de la psychanalyse dans les services publics, avec une attaque globale de ce qui lui a permis d'y vivre.

Elle a pour « alliés objectifs » (c'est-à-dire par les conséquences de leurs actes, coupées de leurs intentions), les psychanalystes qui ont une place dans ces services, occupent leurs fonctions de psychologues ou de psychiatres et disent pouvoir travailler avec la psychanalyse sans avoir à réagir à la mise en place de ses signifiants maîtres. Car cette position permet aux gouvernants soutenant cette politique d'affirmer qu'elle n'empêche pas les professionnels de travailler suivant la liberté de leurs convictions (ce qui se dit haut et fort, la liberté de l'individu étant un but noble du libéralisme), tant qu'il n'a pas été prouvé que ces professionnels sont inefficaces (les preuves pouvant s'en organiser par médisance, calomnie, et organisation des conflits d'intérêts quand on détient un pouvoir social). Le mutisme de ces psychanalystes est déjà lu par les professionnels en difficulté comme la confirmation d'une idée de base du libéralisme, le primat au niveau de l'individu de l'intérêt égoïste sur l'intérêt collectif (ce qui se pense mais ne se dit pas officiellement, et ne s'affirme que dans des lieux privés ou très spécifiques). Au niveau collectif, les intentions individuelles ne comptent pas, seuls les symboles circulent, et ceux véhiculés par les actes, lus implicitement, priment sur ceux énoncés.

Certains peuvent ne travailler dans les services publics « que pour croûter », comme cela a été affirmé, mais la plupart des professionnels ne sont pas là que pour ça . La valeur universelle des affirmations psychanalytiques sur le « psychisme » ou le « sujet » nécessite qu'elle soit confirmée même pour ceux qui n'y font pas appel directement. Les autres peuvent toujours être suspectés de n'être que des croyants, confortés dans leur croyance initiale par le prix qu'ils l'ont payée. Mieux vaudrait ne pas s'aveugler sur les conséquences potentielles d'un discrédit de la psychanalyse affirmé par les appareils de l'état, relayé par les médias, agi par son effacement des lieux d'enseignement officiel et des postes budgétés pour l'exercice professionnels, et auxquels les psychanalystes n'auraient pas su répondre. L'éventail des conséquences possibles reste pour l'instant ouvert, mais l'interprétation de la réaction des psychanalystes jouera un grand rôle dans l'avancée de l'attaque organisée actuelle, car la plupart des sujets choisissent le politique « vivre ensemble » plutôt que la vérité de leur être.

Pour avoir une idée des méfaits de la politique actuelle, il faut écouter ceux qui racontent les conséquences sur l'enseignement et l'exercice professionnel, les disparitions de liberté de travail, les disparitions de prise en charge de ceux qui souffrent au profit de la création de structures se contentant de les envoyer ailleurs au nom de leur « expertise », les conditions

imposées à ceux qui cherchent un travail ou doivent prouver l'utilité de ce qu'ils font pour le conserver.

Compter sur les insuffisances à long terme de ce qui se met en place est ne pas compter la valeur de ce que nous aurons laissé passer, dans la signification qui s'en construira collectivement. C'est laisser de côté l'importance de l'amour et de l'ignorance dans le transfert, qui nécessite que nous ne soyons pas du côté de l'ignorance, et méconnaître les potentialités de progrès des autres logiques professionnelles, prévisibles selon ce qui se passe dans tous les pays où la psychanalyse a périclité.

Défendre la psychanalyse en institution suppose répondre à l'accusation selon laquelle elle ne serait qu'un bla-bla inefficace sur ce que prétendent traiter les services publics.

Cela ne peut pas se faire dans un débat avec des collègues hostiles ou rivaux, pairs ou supérieurs hiérarchiques. Cela suppose un accord avec une hiérarchie qui l'autorise. C'est pourquoi il est important de répondre publiquement au lynchage actuel, qui n'a rien de nouveau quant à l'hostilité, mais se conjugue maintenant entre les attentes scientifiques envers les avancées des neuro-sciences, une pression administrative qui réduit les individus aux unités d'un chiffre, et une pression économique organisée par les politiques et des lobbys. C'est une nouvelle civilisation qui cherche à se mettre en place, activement soutenue par ceux qui veulent faire partie de la caste des gouvernants.

Ceux qui suppriment ce qui nous permet d'exercer n'en ont le plus souvent aucune idée, ou ne veulent rien en savoir. Seule une pression politique, passant forcément par le système médiatique, associatif, professionnel, syndical et politique peut empêcher ce qui cherche à s'imposer. Cela suppose un mouvement de contestation de l'idéologie présente, où personne ne peut prédire lorsqu'il agit ce que seront les conséquences de ce qu'il fait. Les positions des uns et des autres s'annulent ou se renforcent, les paroles et les analyses font échos ou se perdent, selon leur pertinence et leur contexte. Les discours différents dont les conclusions se rejoignent augmentent le crédit fait à leurs analyses. Notre association n'est qu'une partie de cet ensemble, mais la valeur de ce qui s'y fera n'est pas déjà déterminée.

Notre position quant au DSM et à la proposition d'élaboration d'une autre classification psychiatrique plus préoccupée de dynamisme psychique est un exemple de ce que nous montrons du rapport entre psychanalyse et politique. Elle donne la mesure des questions que nous pouvons traiter ou prétendre ignorer, des « évidences » sur lesquelles nos décisions reposent, du « je ne veux rien en savoir » que nous favorisons.

Nous avons la possibilité d'intervenir dans la politique actuelle soit en approuvant officiellement des positions argumentées déjà défendues par certains, et en faisant nombre pour que cela finisse par devoir être pris en compte, soit en proposant des analyses qui apporteront quelque chose de vraiment nouveau. Ne rien faire sera aussi forcément interprété.

II - Les réponses se font à l'intérieur d'un débat public, malgré les désirs et les pratiques pour y échapper.

La valeur des débats dans le champ de la psychanalyse est problématique, car la psychanalyse interroge la rationalité qui s'est fondée avec les grecs et la démocratie. Cela fait partie des questions qui doivent être traitées.

Mais l'existence d'un débat dans la société civile est ce qui différencie les démocraties des dictatures, où rien ne vient donner une possibilité d'expression officielle à l'individu, qui se

retrouve alors directement confronté à une autorité sociale de même nature que l'autorité religieuse. La société civile est aussi le lieu où l'hypocrisie et le mensonge jouent un rôle maximal, les apparences des significations y primant sur la vérité vécue individuellement, mais cela est loin de lui ôter son rôle dans les conditions de possibilité de penser librement.

L'existence de débats scientifiques, instaurés grâce à la différenciation entre vérité et statut social, rend féconde la science moderne. Ces débats ont des règles claires de ce qui permet d'abandonner certaines propositions. Cela donne la possibilité aux scientifiques d'éviter les attaques des personnes professant des positions différentes, contrairement à la pratique courante des milieux psychanalytiques. Cela ne veut pas dire que les scientifiques s'en privent forcément, mais une procédure publique d'examen des affirmations peut leur éviter les attaques personnelles et tempère l'expression des rivalités. Pour cela, elle prend appui sur le faux, les expériences n'étant au mieux que compatibles avec la vérité affirmée.

Les débats sur un plan politique aboutissent à des compromis, et seule une réflexion approfondie permet de les différencier de la compromission.

Si nos analyses sont suffisamment psychanalytiques, elles pourraient en arriver à faire interprétation et permettre de poser des bases d'institutions qui ne nieraient pas forcément la place du vide de l'objet et la singularité qu'elle fonde.

III - Intervenir dans le débat sur la politique suppose de comprendre comment les psychanalystes sont insérés dans leurs propres conditions politiques, puisque l'existence de la psychanalyse a toujours nécessité une politique de la psychanalyse, même lorsqu'elle n'avait que des enjeux d'associations, de conditions d'exercice, d'enseignement et de publication. Cette politique est solidaire de ce qui paraît fondamental aux psychanalystes

L'exemple de l'autisme dans nos discussions montre bien l'ampleur de la réflexion que nous ne menons pas alors qu'il y aurait nécessité de rendre compte de notre travail à l'ensemble de la société, nécessité de nous ouvrir à d'autres discours, pour ne pas penser être les détenteurs institués du champ d'une vérité qui n'apparaît que dans une singularité absolue. Prendre la suite de ce que Freud a inauguré est à ce prix.

Contrairement à ce qui a été dit, ce n'est pas parce que « l'autisme » est une catégorie au devenir exponentiel, sous la conjugaison des enjeux financiers et d'un regard clinique comportemental, qu'il n'a pas à être utilisé en psychanalyse. Le nom en vient (c'est une contraction de « auto-érotisme »), et il y a différentes théorisations psychanalytiques de l'autisme. Je partage l'avis de ceux qui y voient un trouble de l'aliénation, visible dans le refus d'être marqué par le langage, contrairement à la psychose qui résulte des troubles de la séparation, même si la psychose peut aboutir à un refus de la communication.

« Ne pas savoir comment ce qu'on a fait a pu provoquer des changements pour le sujet que nous avons reçu » ne doit pas conduire à refuser un savoir sur la question, même incertain. Cela suppose d'être clair sur les limites de ce savoir, sur la fonction qu'il joue dans ce qui se produit, et sur les différents registres dans lesquels il peut se situer.

On peut avoir des idées sur ce qu'on ne peut pas prouver, c'est même recommandé, et la psychanalyse n'existerait pas sans cela. La vérité singulière qui apparaît en analyse nécessite du savoir, et ce savoir s'est toujours alimenté de ce qui se dit dans la culture, opérant des généralisations, des regroupements sous un même terme d'unités pas identiques mais semblables. La valeur de ces collections peut être interrogée, mais aucune pensée n'est possible autrement. Les regroupements peuvent se vérifier en extension, en faisant nombre. A

l'inverse, un seul cas peut suffire à invalider une affirmation universelle. Et la vérité du sujet sera toujours ailleurs.

Bien des psychanalystes pensaient déjà que les relations entre les autistes et leurs parents ne tenaient pas qu'aux seuls parents, mais étaient entretenues par l'enfant. Ceux qui ont travaillé dans la petite enfance, aidés par le travail de Françoise Dolto, peut-être plus facilement que d'autres. Mais rien ne s'en déduisait. Des recherches et des films sur les autistes et leurs parents montrent preuves à l'appui à quel point les parents peuvent s'épuiser à vouloir rentrer en communication avec leur bébé, et arrêtent de lui supposer une subjectivité après avoir vécu un enfer. Le dispositif de nos cures ne pouvait pas donner son poids à cette réalité, qui n'épuise pas la question du pourquoi.

Nos théories peuvent prendre des effets pour des causes. Mais il ne faudrait pas que les données nouvelles apportées par des travaux scientifiques soient interprétées de telle manière qu'elles laminent les apports de Lacan, ou qu'elles condamnent les lacaniens à ignorer des progrès évidents du savoir scientifique.

Certains se réclamant de la psychanalyse lacanienne disent déjà qu'il faut abandonner la causalité psychique à cause des « facteurs favorisants » indubitablement génétiques (allèles plus présents chez les autistes, 7% d'autistes chez les faux jumeaux d'autistes, 85% chez les vrais jumeaux). La psychogénèse indubitable de certaines réactions et convictions (l'épuisement et la blessure des parents dont le bébé ne réagit pas à ce qu'ils font, et les convictions qui en résultent) ne doit pas nous faire abandonner le fil du signifiant, de sa complexité équivoque, présente dans toute situation prétendument objective. Mais cela nécessite de nouvelles façons de penser ce que Lacan nous a appris, pour ne pas confondre un sujet et son objectivation mais sans ignorer les avancées du savoir. La causalité doit être repensée.

IV - Ceux qui gouvernent n'ont pas à prendre parti sur nos théories et nos positions subjectives. Mais il est normal qu'ils demandent quel est le rapport entre les résultats de nos pratiques et la mission officielle des services publics. Nous sommes payés pour ces missions, avec un argent produit par d'autres.

Cela pose des questions complexes, qui n'auront souvent pas de réponses assurées, mais elles nous confronteront aux liens entre savoir et pouvoir, et à l'élimination de ce qui est vivant au nom du savoir objectif. Mais la défense du sujet face à l'objectivation nécessite que nous en débattions avec ceux qui ne partagent pas nos évidences pour que nous puissions faire ressortir les conséquences réelles des positions.

Certaines réponses simples sont nécessaires et possibles. Un autiste qui rentre dans des échanges est en progrès. S'il parle avec bonheur en s'adressant à d'autres, en manifestant ses envies et ses pudeurs, sans plus aucune stéréotypie, il est guéri, même s'il doit bénéficier de rééducations pour récupérer ce qu'il n'a pas acquis dans les temps naturels. D'autres questions surgiront de cette affirmation, mais elle est nécessaire avant d'être plus exigeant sur la question. Éviter la simplicité de cette réponse, dans ce cas, est refuser un appui. Cela ne nous sert qu'à ne pas être plus exigeant avec nous-même, là où nous devrions progresser dans notre compréhension. La clinique n'est effectivement pas aussi simple, et c'est justement pour ça qu'il faut répondre aux questions simples avant d'en montrer l'envers, entre professionnels d'abord et plus si nécessaire.

A nous d'en tirer des conséquences, en sachant qu'il est des problèmes insolubles auxquels on ne peut pas se dérober et des vérités d'une époque qui peuvent se retourner en leur inverse.